

Entre autres activités, menées grâce au Fonds, des experts offrent aux membres des services en rédaction législative et en réforme du droit électoral et constitutionnel. Il soutient également des programmes spécialisés de formation sur l'égalité des sexes dans les affaires gouvernementales, et cherche à promouvoir les droits des femmes, la prévention du sida chez les femmes et la gestion de l'environnement par les femmes.

Grâce au Programme général d'assistance technique du Fonds, les pays en développement du Commonwealth peuvent profiter des compétences de professionnels pendant une période allant de 4 à 24 mois. Pour faciliter ce service, le Fonds garde à son service un petit groupe de spécialistes dans les secteurs très en demande, comme l'économie du développement, les finances, la fiscalité, le droit et la statistique.

Le Programme de services de formation en gestion aide des cadres supérieurs et des fonctionnaires choisis par leur gouvernement à faire des études ou des stages de travail dans d'autres pays du Commonwealth.

Le Programme d'expansion des marchés extérieurs appuie la promotion, la commercialisation, l'assurance-crédit, l'organisation de foires et de missions commerciales, les études de marché, la préparation à la conduite de négociations commerciales, la formation sur les règlements d'exportation et l'adaptation des marchandises en vue de l'exportation. Le Fonds encourage ainsi les pays en développement du Commonwealth à exporter davantage et à accroître leurs rentrées de devises étrangères.

Le Programme du Commonwealth pour la jeunesse

Le Programme du Commonwealth pour la jeunesse, qui bénéficie d'une contribution de 1,7 million de dollars du Canada pour 2002-2003, facilite les relations entre les jeunes des pays membres, les jumelages entre personnes et organisations non gouvernementales ainsi que les échanges d'expériences en matière de politiques et programmes de développement pour les jeunes.

Les priorités sont la formation de dirigeants, la mise en commun de l'information, l'assistance technique et les échanges de jeunes moniteurs et travailleurs. Ce programme encourage la sensibilisation aux droits de la personne et à la démocratisation, surtout dans les petits États. Au nombre des initiatives clés figurent un régime de crédit pour les jeunes, l'élaboration de politiques nationales pour la jeunesse, un programme de développement des droits de la personne (comprenant un cours donné à distance et débouchant sur l'obtention d'un diplôme), un programme de soins de santé mettant l'accent sur la prévention du sida, et des ateliers sur le règlement des conflits.